

mandée à la poste, leurs observations au Ministre des Classes moyennes, Tour Sablon, rue J. Stevens 7, à 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la publication de la présente au *Moniteur belge*.

L'Administrateur-Directeur,  
A. Wauthier.

rechtspersonen, binnen de dertig dagen na de bekendmaking van het onderhavige verzoekschrift in het *Belgisch Staatsblad*, hun opmerkingen per aangetekende brief meedelen aan de Minister van Middenstand, Zaveltoren, J. Stevensstraat 7, te 1000 Brussel.

De Wnd. Bestuursdirecteur,  
A. Wauthier.

## MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

### Accidents du travail Cession du portefeuille-loi et du service des rentes pour compte propre

La société anonyme « Abeille-Paix I.g.a.r.d. » est autorisée à transférer son portefeuille-loi « Accidents du travail » et son service des rentes pour compte propre à partir du 1er janvier 1993 à la société anonyme « Abeille-Paix Vie ».

Cette cession est réalisée valablement à l'égard de tous les assurés et de tous les tiers intéressés (article 54bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal n° 18 du 6 décembre 1978).

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

### Arbeidsongevallen Overdracht van de portefeuille-wet en van de rentedienst voor eigen rekening

Het is de naamloze vennootschap « De Bij - De Vrede B.o.h.a.r. » toegelaten haar portefeuille-wet « Arbeidsongevallen » en haar rentedienst voor eigen rekening vanaf 1 januari 1993 aan de naamloze vennootschap « De Bij - De Vrede Leven » over te dragen.

Deze overdracht geldt ten aanzien van al de verzekerden en alle betrokken derden (artikel 54bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 18 van 6 december 1978).

## MINISTERE DES FINANCES

[S-C — 03163]

5 MARS 1993. — Circulaire n° 7 de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines concernant la taxe annuelle sur les centres de coordination

### 1. Les contribuables — Cause d'imposition.

La taxe sur les centres de coordination est un impôt lié à la qualité du contribuable. Cette qualité est conférée par l'arrêté royal portant agrément en tant que centre de coordination.

La nouvelle taxe n'est donc due que par les personnes ayant la personnalité juridique reconnues en Belgique comme centres de coordination.

Les centres de coordination sont assujettis à la taxe à partir du 1er janvier de l'année qui suit la date de leur constitution (art. 162bis, alinéa 4, du C.succ.)

Cette disposition n'est toutefois applicable qu'aux centres de coordination qui ont introduit la demande d'agrément avant leur constitution ou au cours du premier exercice social qui suit leur constitution.

Lorsque la demande d'agrément a été introduite après le premier exercice social, la taxe n'est due qu'à partir du 1er janvier qui suit la date de prise d'effet de l'agrément. En vertu de l'effet rétroactif de l'arrêté royal d'agrément, la société acquiert la qualité de centre de coordination le premier jour de l'exercice social au cours duquel elle a introduit la demande.

Sont donc, en principe, assujettis à la taxe au premier janvier 1993 tous les centres de coordination constitués avant cette date. Il en va de même pour les sociétés qui auront introduit une demande d'agrément durant l'exercice social qui comprend le 1er janvier 1993.

### 2. Etablissement de l'impôt.

Le montant de la taxe est fixé à 400 000 francs par membre du personnel occupé à temps plein par le centre de coordination, au sens de l'article 3, 2°, de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 (art. 162bis, alinéa 2, du C.succ.). Pour déterminer le montant de la taxe, il faut donc tenir compte de l'équivalent de travailleurs occupés à temps plein. La situation du personnel à prendre en considération est celle en cours au 1er janvier de l'année d'imposition.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

[S-C — 03163]

5 MAART 1993. — Aanschrijving nr. 7 van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen betreffende de jaarlijkse taks op de coördinatiecentra

### 1. Belastingplichtigen — Ontstaan van de belastingschuld

De taks op de coördinatiecentra is een belasting die strikt gebonden is aan de hoedanigheid van de belastingplichtige. Die hoedanigheid blijkt uit het koninklijk besluit tot erkenning als coördinatiecentrum.

De nieuwe taks is bijgevolg slechts verschuldigd door die rechtspersonen die in België als coördinatiecentrum erkend zijn

De coördinatiecentra zijn de taks verschuldigd vanaf 1 januari van het eerste jaar dat volgt op de datum van hun oprichting (art. 162bis, 4de lid, Wb. Succ.)

Deze regel is nochtans slechts van toepassing op de coördinatiecentra waarvoor de erkenning vóór hun oprichting of gedurende het eerste boekjaar volgend op hun oprichting werd aangevraagd.

Indien de aanvraag tot erkenning na het eerste boekjaar werd ingediend, is de taks pas verschuldigd vanaf de 1ste januari volgend op de dag vanaf dewelke de erkenning uitwerking heeft. Ingevolge de terugwerkende kracht van het erkenningsbesluit verkrijgt de vennootschap de hoedanigheid van coördinatiecentrum immers vanaf de eerste dag van het boekjaar waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend.

In principe zijn dus alle coördinatiecentra die vóór 1 januari 1993 werden opgericht, de belasting verschuldigd vanaf die datum. De vennootschappen die binnen het boekjaar waarin 1 januari 1993 valt hun aanvraag tot erkenning hebben ingediend, zijn eveneens aan de belasting onderworpen.

### 2. Zetting van de belasting

Het bedrag van de taks bedraagt 400 000 frank per voltijdse werknemer van het coördinatiecentrum in de zin van artikel 3, 2° van het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 (art. 162bis, 2de lid, Wb. Succ.). Om het bedrag van de taks te bepalen moet dus rekening gehouden worden met het equivalent voltijdse werknemers. De in aanmerking te nemen personeelsbezetting is die op 1 januari van elk belastingjaar.

**Exemple :**

Un centre de coordination constitué en 1992 compte au 1er janvier 1993 trois travailleurs à temps plein et trois travailleurs à temps partiel. Pour l'année d'imposition 1993, le montant de la taxe s'élève à  $400\,000 \times 4$  (équivalent de travailleurs à temps plein) = 1 600 000 francs. La fraction de l'équivalent de travailleur à temps plein est négligée.

Au 1er janvier 1994, ce centre compte sept travailleurs à temps plein et six travailleurs à temps partiel. Pour l'année d'imposition 1994, le montant de la taxe s'élève à  $400\,000 \times 10$  (équivalent de travailleurs occupés à temps plein) = 4 000 000 de francs.

Il ne suffit pas que le centre de coordination existe au 1er janvier de l'année d'imposition pour être assujéti à la taxe. Il faut aussi qu'il occupe du personnel.

**Exemple :**

Un centre de coordination a été créé le 12 juin 1992. Le centre engage deux personnes le 3 février 1993. La taxe est due pour la première fois en 1994, compte tenu de la situation du personnel au 1er janvier 1994.

**3. Montant maximal de la taxe.**

Le montant total de la taxe annuelle ne peut excéder 4 000 000 de francs à charge d'un même centre de coordination (art. 162bis, alinéa 3, du C.succ.).

**4. Délai de paiement.**

La taxe doit, en principe, être acquittée au plus tard le 31 mars de chaque année (art. 162ter, 1er alinéa, du C.succ.).

Toutefois, lorsque le centre de coordination n'a pas obtenu son arrêté royal d'agrément dans l'année civile de sa constitution, les taxes exigibles avant la date d'octroi de l'agrément sont payables dans les trois mois de cette date (art. 162ter, alinéa 3, du C.succ.).

Lorsque le dernier jour du délai est un jour de fermeture des bureaux, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit.

**Exemple :**

Un centre de coordination a été constitué le 1er février 1992. Au 1er janvier 1993, il compte huit travailleurs, tous occupés à temps plein. Au 1er janvier 1994, il compte vingt travailleurs, tous également occupés à temps plein. Le centre est agréé par un arrêté royal du 31 janvier 1994. La taxe de 3 200 000 francs due pour l'année 1993, ainsi que celle de 4 000 000 de francs due pour l'année 1994 doivent être payées au plus tard le lundi 2 mai 1994 (le dernier jour du délai de trois mois tombe le samedi 30 avril 1994).

**5. Intérêt légal.**

Si la taxe n'est pas payée dans le délai, l'intérêt légal au taux fixé en matière civile est exigible de plein droit à compter de l'expiration de ce délai (art. 162ter, alinéa 4, du C.succ.). Pour le calcul de l'intérêt ainsi exigible, toute fraction de mois est comptée pour un mois entier (art. 162ter, alinéa 5, du C.succ.).

**6. Modes de paiement.**

La loi limite les modes de paiement au versement ou virement au compte courant postal (n° 000-2003161-14) du bureau compétent (art. 162ter, alinéa 2, du C.succ.).

Le paiement effectué par un chèque certifié ou garanti, ou par un mandat de poste (comp. art. 8 du Règlement général des droits de succession) n'est, en principe, pas admis.

Lors du paiement, il faut, entre autres, indiquer l'année d'imposition pour laquelle le paiement est effectué. Si le centre de coordination a changé de dénomination entre le premier janvier de l'année d'imposition et le moment du paiement, il faut également indiquer sa dénomination au premier janvier de cette année d'imposition (voy. art. 8ter du Règlement général).

**7. Bureau compétent.**

Le sixième bureau de l'enregistrement de Bruxelles assure le service de la taxe annuelle sur les centres de coordination (art. 162quinquies du C.succ. — art. 1er, alinéa 3, du Règlement général). Son numéro de compte courant postal est le 000-2003161-14.

**8. Obligation de déclarer.**

Le centre de coordination soumis à l'impôt doit déposer une déclaration indiquant l'année d'imposition, la date de constitution du centre, la date de l'arrêté royal d'agrément, le nombre de membres du personnel occupés et le montant de la taxe (art. 162quater, du C.succ.).

**Voorbeeld :**

Een coördinatiecentrum dat werd opgericht in 1992 telt op 1 januari 1993 drie voltijdse en drie halftijdse werknemers. Voor het belastingjaar 1993 bedraagt de taks  $400\,000 \times 4$  (equivalent voltijdse werknemers) = 1 600 000 frank. De fractie van een equivalent voltijdse werknemer wordt verwaarloosd.

Op 1 januari 1994 telt het zeven voltijdse en zes halftijdse werknemers. Voor het belastingjaar 1994 bedraagt de taks  $400\,000 \times 10$  (equivalent voltijdse werknemers) = 4 000 000 frank.

Het is niet voldoende dat het coördinatiecentrum op 1 januari van het aanslagjaar bestaat om aan de belasting onderworpen te zijn. Het coördinatiecentrum moet ook personeel in dienst hebben.

**Voorbeeld :**

Een coördinatiecentrum wordt op 12 juni 1992 opgericht. Het centrum neemt op 3 februari 1993 twee personen in dienst. De taks is voor het eerst in 1994 verschuldigd rekening houdend met het personeelsbestand op 1 januari 1994.

**3. Maximaal bedrag van de taks**

Het totaal bedrag van de jaarlijkse taks kan niet hoger zijn dan 4.000.000 frank per coördinatiecentrum (art. 162bis, 3de lid, Wb. Succ.).

**4. Betalingstermijn**

In principe moet de taks ten laatste op 31 maart van elk jaar gekweten worden (art. 162ter, 1ste lid, Wb. Succ.).

Wanneer echter het coördinatiecentrum niet in de loop van het burgerlijk jaar van zijn oprichting bij koninklijk besluit erkend werd, moeten de taksen die verschuldigd geworden zijn vóór de datum van het koninklijk besluit tot erkenning, betaald worden binnen de drie maanden na deze datum (art. 162ter, 3de lid, Wb. Succ.).

Wanneer de laatste dag van de termijn valt op een dag waarop het bevoegde kantoor gesloten is, wordt de betalingstermijn verlengd tot de eerstvolgende dag waarop dit kantoor open is.

**Voorbeeld:**

Een coördinatiecentrum werd opgericht op 1 februari 1992. Op 1 januari 1993 telt het acht werknemers, allen voltijds. Op 1 januari 1994 telt het twintig werknemers, eveneens allen voltijds. Het centrum wordt erkend bij koninklijk besluit van 31 januari 1994. Zowel de taks van 3 200 000 frank verschuldigd voor het jaar 1993 als deze van 4 000 000 frank verschuldigd voor het jaar 1994 moeten uiterlijk maandag 2 mei 1994 (de laatste dag van de termijn van 3 maand valt op zaterdag 30 april 1994) betaald worden.

**5. Wettelijke interest**

Wanneer de taks niet tijdig betaald wordt, dan is het coördinatiecentrum van rechtswege de wettelijke interest naar de voet in burgerlijke zaken verschuldigd, te rekenen van het verstrijken van de betalingstermijn (art. 162ter, 4de lid, Wb. Succ.). Bij de berekening van de aldus verschuldigde interest wordt een gedeelte van een maand voor een volle maand aangerekend (art. 162ter, 5de lid, Wb. Succ.).

**6. Betalingswijzen**

De wet beperkt de mogelijke betalingswijzen tot de storting of de overschrijving op de postrekening-courant (nr. 000-2003161-14) van het bevoegde kantoor (art. 162ter, 2de lid, Wb. Succ.).

De betaling door middel van een gecertificeerde of gewaarborgde cheque of postwissel (vgl. art. 8 van het Algemeen Reglement der successierechten) is in principe niet mogelijk.

Bij de betaling moet onder meer het aanslagjaar vermeld worden waarvoor de betaling geschiedt. Is de benaming van het coördinatiecentrum veranderd tussen 1 januari van het aanslagjaar en het ogenblik van betaling, moet eveneens zijn benaming op 1 januari vermeld worden (z. art. 8ter van het Algemeen Reglement).

**7. Bevoegd kantoor**

Het zesde registratiekantoor van Brussel staat in voor de dienst van de jaarlijkse taks op de coördinatiecentra (art. 162quinquies Wb. Succ. — art. 1, 3de lid, van het Algemeen Reglement). Zijn postrekening-courant is het nr. 000-2003161-14.

**8. In te dienen opgave**

Een belastingplichtig coördinatiecentrum moet een opgave indienen met vermelding van het aanslagjaar, de oprichtingsdatum van het centrum, de datum van het koninklijk besluit tot erkenning, het aantal voltijdse werknemers in dienst en het bedrag van de taks (art. 162quater Wb. Succ.).

Lorsque la déclaration ne contient pas toutes ces mentions, le receveur peut la refuser. Lorsque la déclaration est représentée au bureau après adaptation, mais en dehors des délais, le dépôt a eu lieu tardivement et donne lieu, en principe, à l'exigibilité d'une amende (voy. n° 9, 2, ci-après).

La date de constitution est, en principe, le premier acte accordant au centre la personnalité juridique.

Lorsqu'une société a absorbé une autre, il faut indiquer la date de constitution de la société absorbante. Pour la société issue d'une scission, il faut indiquer la date de scission.

Il est clair que la loi vise par le « nombre de membres du personnel occupés à temps plein » l'équivalent de membres du personnel occupés à temps plein.

Selon la loi, la déclaration doit en principe être déposée le jour du paiement. L'administration admet qu'il n'y a pas d'irrégularité commise lorsque la déclaration est déposée avant le paiement ou après le jour du paiement mais avant l'expiration du délai de paiement. L'amende prévue par l'article 162<sup>quater</sup>, alinéa 2, du C.succ. n'est due qu'à partir de l'expiration du délai de paiement (voy. ci-après).

Lorsque le centre de coordination doit acquitter en une fois la taxe pour deux ans (voy. exemple sub 4), il doit déposer une déclaration distincte pour chaque année. La mention de la date de l'arrêté royal d'agrément est particulièrement importante dans ce cas pour la détermination du délai de dépôt de la déclaration et du délai de paiement de la taxe.

Seules les mentions énumérées à l'alinéa 1er sont obligatoires. Les dispositions légales ne prévoient pas la possibilité d'imposer au contribuable des mentions complémentaires ou une forme particulière pour la déclaration. Toutefois, pour obtenir une certaine uniformité dans les déclarations, l'administration propose en annexe un modèle. L'administration apprécierait que la déclaration se fasse sur papier de bonne qualité de format DIN A4 conformément à ce modèle.

#### 9. Sanctions administratives.

9.1. Amende pour paiement tardif de la taxe (art. 162<sup>sexies</sup> du C.succ. — art. 13 du Règlement général et annexe).

Le montant de cette amende est déterminé sous la lettre B de l'annexe au Règlement général. Lorsque le retard n'excède pas un mois l'amende est fixée à 1/20<sup>ème</sup> de la taxe. Si le retard excède un mois sans dépasser deux mois, l'amende est de 1/10<sup>ème</sup> de la taxe. Si le retard excède deux mois, l'amende est égale à 1/5<sup>ème</sup> de la taxe. Le tout sans préjudice de l'exigibilité de l'intérêt légal (voy. n° 5).

9.2. Amende pour retard dans le dépôt de la déclaration (art. 162<sup>quater</sup>, alinéa 2, du C.succ.).

La déclaration doit être déposée au plus tard le dernier jour du délai de paiement. Il est encouru une amende de 10.000 francs par semaine de retard. Toute semaine commencée est comptée pour entière.

Exemple :

Une déclaration qui devait être déposée pour le 31 mars 1993 au plus tard, ne l'est effectivement que le jeudi 1<sup>er</sup> avril 1993. L'amende s'élève à 10 000 francs.

Lorsque le centre de coordination doit payer en une fois la taxe pour deux ans (voy. exemple sub 4), le calcul de l'amende doit se faire séparément pour chaque déclaration.

Exemple :

Un centre de coordination constitué en 1992 compte huit travailleurs à temps plein au 1<sup>er</sup> janvier 1993 et vingt travailleurs à temps plein au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Le centre est reconnu par un arrêté royal du 31 janvier 1994. Les déclarations imposées sont déposées le 10 mai 1994. Ces déclarations devraient être déposées pour le lundi 2 mai au plus tard.

Le 10 mai débute la deuxième semaine de retard. Il est donc dû deux amendes de 20 000 francs chacune.

Les amendes pour dépôt tardif de la déclaration ne sont pas réduites d'office.

9.3. Amende pour inexactitude ou omission constatée dans la déclaration (art. 162<sup>septies</sup> du C.succ. — art. 9 du Règlement général).

Les erreurs purement matérielles qui n'ont aucune incidence sur le montant de la taxe ou celles qui apparaissent à la lecture de la déclaration ne donnent pas lieu à l'application d'une amende.

Een opgave waarin een of meerdere van deze vermeldingen ontbreken kan door de ontvanger geweigerd worden. Indien een verbeterde opgave opnieuw maar ditmaal buiten de termijn wordt aangeboden, is de indiening laattijdig en is er in principe een boete verschuldigd (z. nr. 9, 2, hierna).

De oprichtingsdatum is in principe deze van de eerste akte waarbij het centrum rechtspersoonlijkheid heeft verkregen. Voor een vennootschap die een andere heeft opgeslorpt moet de datum van oprichting van de opslorpemde vennootschap vermeld worden. In geval een vennootschap door een splitsing is ontstaan, moet de datum van de splitsing vermeld worden.

Het is duidelijk dat de wet met « het aantal voltijdse werknemers » het equivalent van het aantal voltijdse werknemers op 1 januari van het aanslagjaar bedoelt.

In principe eist de wet de indiening van de opgave op de dag van de betaling. De administratie neemt aan dat er geen onregelmatigheid is gebeurd wanneer de indiening van de opgave gebeurt vóór de betaling of na de dag van de betaling maar vóór het eindigen van de betalingstermijn. Het is pas vanaf het verstrijken van de betalingstermijn dat de boete bedoeld bij artikel 162<sup>quater</sup>, 2de lid, Wb. Succ. wordt opgelopen (zie verder).

Wanneer het coördinatiecentrum de taks voor 2 jaar tegelijkertijd moet betalen (z. voorbeeld sub. 4), dient voor elk jaar een afzonderlijke opgave ingediend te worden. De vermelding van de datum van het koninklijk besluit is vooral in dit geval van belang om de indieningstermijn voor de opgave en de betalingstermijn voor de taks te kunnen bepalen.

Alleen de in de eerste alinea opgegeven vermeldingen zijn verplicht. De wet bepaalt niet dat bijkomende vermeldingen aan de belastingplichtige kunnen opgelegd worden en evenmin dat de opgave aan een wel bepaalde vorm moet beantwoorden. Ten einde een uniformiteit in de opgaven te bekomen, voegt de administratie in bijlage een model van opgave. De administratie zou het op prijs stellen indien de opgaven overeenkomstig het model zouden gesteld worden op papier van goede kwaliteit en met formaat DIN A4.

#### 9. Administratieve sancties

9.1. Boete wegens laattijdige betaling van de taks (art. 162<sup>sexies</sup> Wb. Succ. — art. 13 van het Algemeen Reglement en bijlage).

Het bedrag van deze boete wordt bepaald onder letter B van de bijlage bij het Algemeen Reglement. Bedraagt de vertraging niet meer dan een maand, dan is de boete gelijk aan 1/20 van de taks. Bedraagt de vertraging meer dan een maand maar niet meer dan twee maanden, dan is de boete gelijk aan 1/10 van de taks. Wanneer de vertraging meer dan twee maanden bedraagt, is de boete gelijk aan 1/5 van de taks. Naast deze boete blijft de wettelijke interest verschuldigd (z. nr. 5).

9.2. Boete wegens laattijdige indiening van de opgave (art. 162<sup>quater</sup>, 2de lid, Wb. Succ.).

De opgave moet uiterlijk de laatste dag van de betalingstermijn ingediend worden. Per week vertraging wordt een boete verbeurd van 10 000 frank. Iedere begonnen week wordt voor een gehele week aangerekend.

Voorbeeld :

Een opgave die uiterlijk 31 maart 1993 moet ingediend zijn, wordt ingediend op donderdag 1 april 1993. De boete bedraagt 10.000 frank.

Wanneer het coördinatiecentrum de taks voor 2 jaar tegelijkertijd moet betalen (z. voorbeeld sub. 4), dient iedere opgave afzonderlijk beschouwd te worden voor de berekening van de boete.

Voorbeeld :

Een coördinatiecentrum, opgericht in 1992, telt op 1 januari 1993 acht voltijdse werknemers en op 1 januari 1994 twintig voltijdse werknemers. Het centrum wordt erkend bij koninklijk besluit van 31 januari 1994. De vereiste opgaven worden ingediend op 10 mei 1994. De opgaven dienden ten laatste op maandag 2 mei ingediend te worden. Op 10 mei begint de tweede week vertraging te lopen. Er zijn dus twee boeten van elk 20 000 frank verschuldigd.

De boete wegens laattijdige indiening van de opgave wordt niet ambtshalve verminderd.

9.3. Boete wegens onnauwkeurigheid of weglating in de ingediende opgave (art. 162<sup>septies</sup> Wb. Succ. — art. 9 van het Algemeen Reglement en bijlage).

Louter materiële vergissingen die geen weerslag hebben op het bedrag van de verschuldigde taks of die bij het zien van de opgave opvallen geven geen aanleiding tot het opleggen van de boete.

## Exemple 1 :

Dans sa déclaration pour l'année d'imposition 1993, un centre de coordination mentionne qu'il occupe l'équivalent de 5 travailleurs à temps plein. Il déclare devoir une taxe de 4 000 000 de francs. Ce montant est effectivement versé. Après contrôle, il s'avère que le centre occupait l'équivalent de 15 travailleurs à temps plein au 1er janvier 1993. Il n'est pas dû d'amende.

Les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont punies d'une amende si elles entraînent le paiement d'une taxe moindre que celle qui est réellement due.

## Exemple 2 :

Dans sa déclaration pour l'année d'imposition 1993, un centre de coordination mentionne qu'il occupe l'équivalent de 9 travailleurs à temps plein au 1er janvier 1993. Il déclare devoir une taxe de 3 600 000 francs. Après contrôle, il apparaît que le centre occupait au 1er janvier 1993 l'équivalent de 10 travailleurs à temps plein (9 à temps plein et 2 à temps partiel). L'amende est due.

L'amende légale s'élève à cinq fois le droit éludé. Elle est réduite selon l'échelle prévue au point VI du littéra A de l'annexe au Règlement général. Il est clair qu'une omission dans la déclaration du nombre de travailleurs se répercute sur la déclaration du montant de la taxe. C'est pourquoi il n'est réclamé qu'une seule amende (et non pas une amende pour la déclaration erronée du nombre de travailleurs et une amende pour la déclaration erronée de la taxe due).

## Exemple 3 :

Dans l'exemple 2, le montant de la taxe réduite suivant le barème s'élève à :  $400\,000 \times 1/10 = 40\,000$  francs. Bien que le texte de l'article 162septies du C. succ. établit que « toute inexactitude ou omission ... est punie d'une amende », il n'est réclamé qu'une seule amende compte tenu de l'interdépendance des deux inexactitudes.

## 10. Restitution de la taxe.

L'article 162octies établit que lorsque le centre de coordination perd son agrément ou renonce à celui-ci, avec effet à une date antérieure au 1er janvier de l'année d'imposition pour laquelle le paiement de la taxe a eu lieu, la taxe et, le cas échéant, les intérêts sont sujets à restitution.

## Exemple :

Un centre de coordination paie les 31 mars 1993 et 31 mars 1994, 4 000 000 francs de taxe à chaque fois. Le 1er avril 1994, le centre perd son agrément avec effet au 1er décembre 1993. La taxe payée le 31 mars 1994 est restituable mais pas celle payée le 31 mars 1993.

La restitution n'a pas lieu d'office. Le centre de coordination doit introduire une demande à cet effet et y joindre toutes les pièces justifiant son droit à la restitution. En cas de retrait d'agrément, par exemple, la décision de retrait doit être présentée. Si le droit à la restitution résulte d'une renonciation à l'agrément, le centre doit fournir non seulement une confirmation écrite de sa renonciation mais également une attestation de l'administration des contributions assurant que le centre n'a pas bénéficié ou ne bénéficiera pas, pour l'année d'imposition concernée par la restitution des avantages fiscaux prévus en matière d'impôts directs par l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982.

En ce qui concerne la restitution des intérêts, elle ne peut porter que sur les intérêts de retard payés par le centre. La restitution ne comprendra en aucun cas un intérêt à calculer sur le montant de la taxe à rembourser sauf s'il y a eu sommation de payer. Dans ce cas, l'intérêt est dû à compter de cette sommation.

## 11. Poursuites et instances.

Les articles 162novies et 162decies ne nécessitent pas de commentaires. Il faut toutefois attirer l'attention sur le fait que, dans le texte néerlandais de l'article 162decies, le terme « geschorst » est utilisé à mauvais escient. Le terme « gestuit » aurait été plus clair.

Bruxelles, le 5 mars 1993.

Pour le Ministre :

B. LEGON

Directeur général

N.B. Le dépôt de la déclaration relative à la taxe annuelle sur les centres de coordination et le paiement de cette taxe effectués au plus tard le 15 avril 1993 seront considérés comme réguliers.

## Voorbeeld 1 :

Een coördinatiecentrum vermeldt in de opgave voor het aanslagjaar 1993 dat het een equivalent van 5 voltijdse werknemers in dienst heeft. Als bedrag van de taks wordt 4 000 000 frank vermeld. Dit bedrag werd effectief gestort. Na controle blijkt dat het centrum het equivalent van 15 voltijdse werknemers in dienst had op 1 januari 1993. Er is geen boete verschuldigd.

Onnauwkeurigheden of weglatingen in de ingediende opgave die de heffing van een te lage taks tot gevolg hebben, geven aanleiding tot het opleggen van een boete.

## Voorbeeld 2 :

Een coördinatiecentrum vermeldt in de opgave voor het aanslagjaar 1993 dat het een equivalent van 9 voltijdse werknemers tewerkstelde op 1 januari 1993. Als bedrag van de taks wordt 3 600 000 frank vermeld. Na controle blijkt dat het centrum op 1 januari 1993 het equivalent van 10 voltijdse werknemers tewerkgesteld (9 voltijdse en 2 halftijdse). De boete is verschuldigd.

De wettelijke boete bedraagt vijfmaal het ontdoken recht. Ze wordt verminderd overeenkomstig de schaal bepaald in punt VI van littera A van de bijlage bij het Algemeen Reglement. Het is duidelijk dat een onnauwkeurigheid in de opgave van het aantal werknemers repercutteert op de opgave van het bedrag van de taks. De administratie zal alsdan slechts één boete toepassen (en niet één boete voor de verkeerde opgave van het aantal werknemers en nog eens één boete voor de verkeerde opgave van de verschuldigde taks).

## Voorbeeld 3 :

In voorbeeld 2 bedraagt de boete na vermindering overeenkomstig het barema:  $400\,000 \times 1/10 = 40\,000$  frank. Hoewel de tekst van artikel 162septies Wb. Succ. spreekt van « elke onnauwkeurigheid of weglating ... wordt gestraft met een boete », wordt omwille van de samenhang tussen de onnauwkeurigheden slechts één boete opgelegd.

## 10. Teruggave van de taks

Artikel 168octies bepaalt dat de belasting en, in voorkomend geval, de interesten teruggegeven worden wanneer het coördinatiecentrum zijn erkenning verliest of eraan verzaakt met uitwerking op een datum vóór 1 januari waarvoor de belasting is betaald.

## Voorbeeld :

Een coördinatiecentrum betaalt op 31 maart 1993 en 31 maart 1994 telkens 4 000 000 frank als taks. Op 1 april 1994 verliest het centrum zijn erkenning met ingang van 1 december 1993. De op 31 maart 1994 betaalde taks is voor teruggave vatbaar, deze betaald op 31 maart 1993 is niet voor teruggave vatbaar.

De teruggave wordt niet ambtshalve gedaan. Het coördinatiecentrum moet om de teruggave verzoeken en bij dit verzoek de nodige overtuigingsstukken voegen die haar recht op teruggave staven. In geval van intrekking van de erkenning bijvoorbeeld, moet een kopie van de beslissing tot intrekking overgelegd worden. In geval er recht op teruggave bestaat ingevolge een verzaking aan de erkenning moet het centrum, naast een schriftelijke bevestiging van de verzaking, een attest voorleggen van de administratie van de directe belastingen waarin bevestigd wordt dat het centrum voor het aanslagjaar waarvoor teruggave wordt gevraagd, niet zal genieten of niet genoten heeft van de fiscale voordelen op het vlak van directe belastingen waarin het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 voorziet.

Wat de interesten betreft komen enkel de door het centrum betaalde interesten voor teruggave in aanmerking. Er wordt in geen geval teruggave toegestaan van de interesten op het terug te betalen bedrag van de taks, behoudens wanneer de administratie werd aangemaand in welk geval die interesten beginnen te lopen vanaf de aanmaning.

## 11. Vervolgingen en gedingen — Verjaring

De artikelen 162novies en 162decies behoeven geen commentaar behalve dat er moet op gewezen worden dat in de Nederlandse tekst van artikel 162decies verkeerdelijk de term « geschorst » werd gebruikt. Klaarblijkelijk moest daar de term « gestuit » gebruikt zijn.

Brussel, 5 maart 1993.

Voor de Minister :

B. LEGON

Directeur-generaal

N.B. De indiening van de opgave inzake de jaarlijkse taks op de coördinatiecentra en de betaling van die taks ten laatste op 15 april 1993 worden als regelmatig beschouwd.

## Annexe

## Modèle de déclaration

## DECLARATION (1) RELATIVE A LA TAXE ANNUELLE SUR LES CENTRES DE COORDINATION

Année d'impositions 19 ..

Dénomination du Centre : .....

NN ou n° TVA : .....

Dénomination antérieure (2) : .....

Siège social : .....

Date de constitution : .....

Date de la demande d'agrément : .....

Date de l'arrêté royal d'agrément : .....

Equivalent du nombre de personnes occupées à temps plein au 1er janvier de l'année d'imposition : .....

Montant de la taxe (3) : ..... FB

Date du versement ou du virement au compte courant postal n° 000-2003161-14 (4) : .....

Certifié exact,  
..... 19 ..

Qualité de signataire : .....

Signature : .....

- (1) à déposer au bureau de l'enregistrement de Bruxelles VI, rue de la Régence 54, 1000 Bruxelles - tél. (02) 509.46.51.
- (2) à mentionner uniquement si la dénomination du centre a été modifiée entre le 1er janvier de l'année d'imposition et le moment du paiement.
- (3) la taxe s'élève à 400 000 FB par équivalent de travailleur occupé à temps plein (la fraction d'un équivalent est négligée) et est plafonnée à 4 000 000 FB.
- (4) le paiement doit, en principe, être effectué au plus tard le 31 mars de l'année d'imposition. Lorsque le centre de coordination n'a pas obtenu son agrément par arrêté royal dans l'année civile de sa constitution, les taxes exigibles avant la date d'octroi de l'agrément sont payables dans les trois mois de cette date.

## Bijlage

## Model van opgaven

## OPGAVE (1) INZAKE DE JAARLIJKSE TAKS OP DE COORDINATIECENTRA

Aanslagjaar 19..

Maatschappelijke benaming van het centrum : .....

NN of BTW-nr. : .....

Vroegere maatschappelijke benaming (2) : .....

Maatschappelijke zetel : .....

Datum van oprichting : .....

Datum van aanvraag tot erkenning : .....

Datum koninklijk besluit tot erkenning : .....

Equivalent van het aantal voltijdse werknemers op 1 januari van het aanslagjaar : .....

Bedrag van de taks (3) : ..... BF

Datum van overschrijving of storting op postrekening-courant nr. 000-2003161-14 (4) : .....

Voor echt verklaard, ..... 19 ..

Hoedanigheid ondertekenaar : .....

Handtekening : .....

(1) in te dienen op het registratiekantoor Brussel VI, Regentschapstraat 54, 1000 Brussel - tel. (02) 509.46.51.

(2) enkel te vermelden indien de benaming van het centrum werd gewijzigd tussen 1 januari van het aanslagjaar en het tijdstip van de betaling.

(3) de taks bedraagt 400 000 BF per equivalent voltijdse werknemer (de fractie van een equivalent wordt verwaarloosd) en is geplafonneerd op 4 000 000 BF.

(4) de betaling dient in principe ten laatste op 31 maart van het aanslagjaar te geschieden. Wanneer het coördinatiecentrum niet in de loop van het burgerlijk jaar van zijn oprichting bij koninklijk besluit erkend werd, zijn de vóór de datum van de erkenning opeisbare taksen betaalbaar binnen drie maanden na deze datum.